

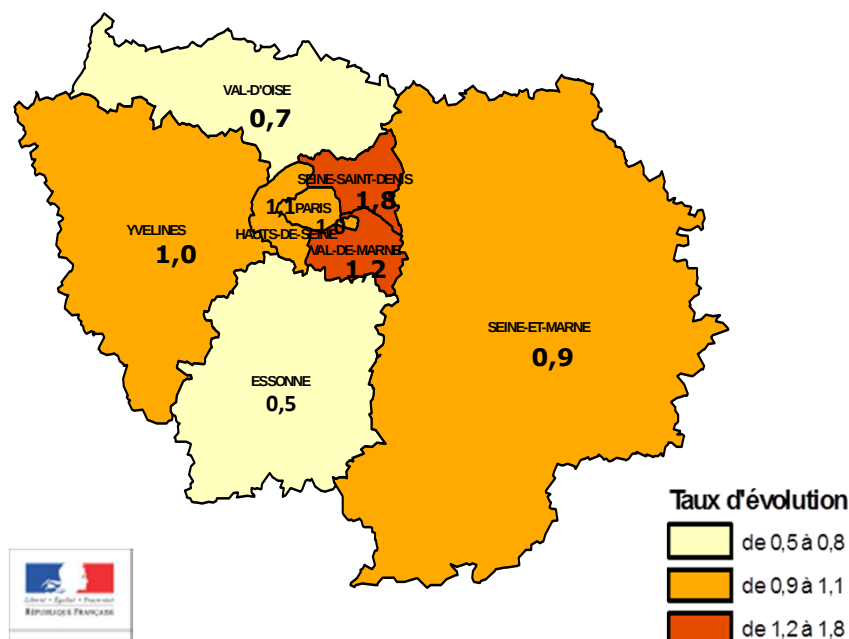
Évolutions récentes du marché du travail
et de l'emploi en Île-de-France

10 juillet 2017

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C
par département entre février 2017 et mai 2017 (en %, données CVS-CJO)



- En mai, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens est en hausse sur trois mois de +1,0 % en catégorie A et de +1,1 % en catégorie ABC.
- Le taux de chômage a diminué de 0,4 point au 1^{er} trimestre 2017, atteignant 8,3%.
- L'emploi salarié a augmenté de +0,9 % au 1^{er} trimestre 2017.
- Les plans de sauvegarde de l'emploi et le recours à l'activité partielle sont à des niveaux faibles.

- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 8 septembre 2017.

Sommaire

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Marché du travail

Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département

Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

Page 10 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel

Page 11 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA

Page 12 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

Page 13 : taux de chômage (Insee)

Emploi

Page 14 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

[Page 15 : déclarations préalables à l'embauche](#)

[Page 16 : évolution récente de l'intérim](#)

Page 17 : évolution récente de l'emploi salarié

Accompagnement des mutations économiques

Page 19 : activité partielle

Page 20 : procédures de licenciement collectif

Marché du travail

Fin mai 2017, 977 970 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Île-de-France (catégories A, B et C). Parmi eux, 669 250 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A). Sur les trois derniers mois, la demande d'emploi francilienne est en hausse de +1,0 % en catégorie A (+0,9% en France métropolitaine). Le nombre de demandeurs ayant déclaré une activité réduite (catégories B et C) augmente de +1,2 % sur trois mois.

Finalement, en catégories A, B et C, la demande d'emploi progresse de + 0,8 % le dernier mois et de +1,1 % sur 3 mois. Sur un an, la hausse est sensible : +1,8 % (+2,3 % au niveau national).

Le nombre des demandeurs en catégorie D (en formation) continue de diminuer : -12,2% sur 3 mois (-7,6 % en France métropolitaine).

Le différentiel d'évolution entre la demande d'emploi des femmes et des hommes se creuse encore et atteint 2,4 point sur un an en mai 2017.

Par rapport au mois d'avril, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie A enregistre une baisse : -0,3% contre +0,3 % au niveau national. Toutefois, sur trois mois, il est en hausse de +0,2 % pour la catégorie A et de +0,4 % pour les catégories A, B et C.

L'analyse par métiers fait ressortir la persistance des difficultés des métiers de la santé, action sociale et de l'informatique et télécommunications, à l'opposé des métiers du BTP.

Sur trois mois, la Seine-St-Denis et les Hauts-de-Seine sont les départements qui ont connu les hausses les plus importantes, à l'opposé du Val-d'Oise et de l'Essonne (cette dernière restant toutefois le département qui a enregistré la plus forte hausse annuelle de la demande d'emploi).

Au premier trimestre 2017, le taux de chômage francilien représente 8,3 % de la population active, soit le plus faible niveau depuis cinq ans. Alors qu'il semblait difficilement descendre sous les 9%, il enregistre une baisse significative de 0,4 point par rapport au 4^{ème} trimestre 2016, tout comme en France métropolitaine, où il s'élève à 9,3 %. Sur un an, le taux de chômage a reculé de 0,5 point en Île-de-France et de 0,6 point au niveau national.

Emploi

Au quatrième trimestre 2016, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) a augmenté par rapport à la même période de 2015, que l'on considère tous les contrats ou seulement les contrats de plus de six mois et CDI.

L'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands a poursuivi sa hausse au 1^{er} trimestre 2017 en Île-de-France (+0,9% par rapport au 4^{ème} trimestre 2016, +2,0% sur un an), toujours soutenu par les services marchands. Ces évolutions sont les plus fortes enregistrées depuis plus de 10 ans.

L'intérim continue d'afficher une tendance à la hausse depuis mi 2016, notamment sur ce trimestre dans la construction et les services aux entreprises (nettoyage, sécurité...).

Mutations économiques

Près de 378 000 heures d'activité partielle ont été autorisées pour motif économique en mai 2017, soit un nombre inférieur aux niveaux de 2016, mais qui progresse par rapport à avril. La construction reste le principal utilisateur de ce dispositif et responsable de cette hausse.

Le nombre d'emplois touchés par des plans de sauvegarde de l'emploi (930) est inférieur depuis plusieurs mois à ce qu'il était il y a un an. Une trentaine de PSE ont été initiés en mai.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2017

Mai 2017	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	669 250	3 494 100	0,5	0,6	1,0	0,9	-0,1	-0,8
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	977 970	5 560 800	0,8	0,5	1,1	0,8	1,8	2,3

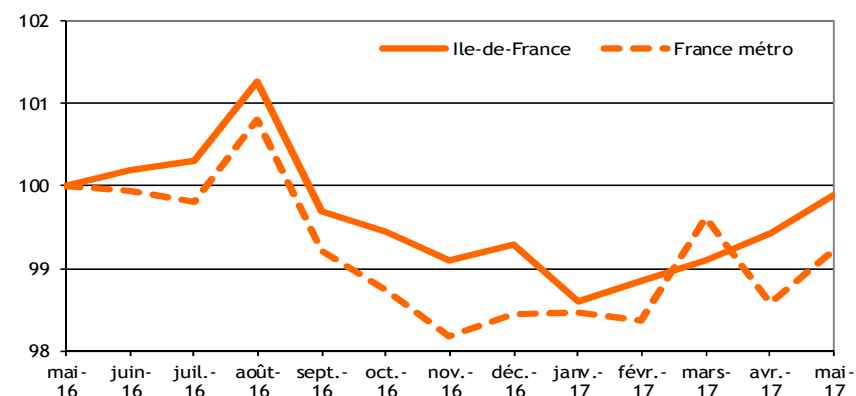
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Par rapport à avril, la demande d'emploi de catégorie A est en augmentation en Île-de-France de +0,5 % (soit +3 000 demandeurs) contre +0,6 % pour la France métropolitaine. Sur trois mois, cette hausse est également importante : +1,0 % pour la région contre +0,9 % au niveau national.

Les évolutions en catégorie A continuent à être affectées par des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi. Ainsi, le nombre de demandeurs en catégories B et C (qui ont exercé une activité réduite) augmente de +1,2 % sur trois mois (+0,8 % en France métropolitaine). Les demandeurs en catégorie D (en formation), après de fortes hausses dans la région en fin d'année 2016, diminuent davantage en Île-de-France : -12,2% sur 3 mois, contre -7,6 % au niveau national.

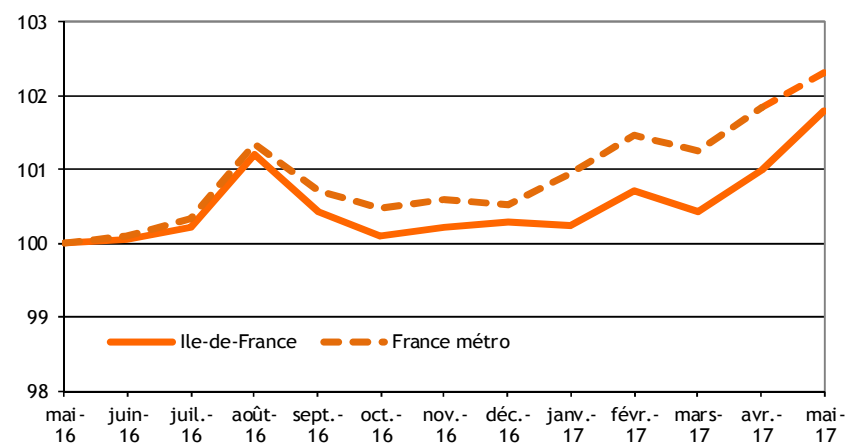
En catégories A, B et C, la demande d'emploi progresse de 0,8% le dernier mois et de +1,1 % sur 3 mois, alors que sur un an, après un quatrième trimestre 2016 assez stable, on enregistre dorénavant une hausse de +1,8 % (+2,3 % en France métropolitaine).

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en mai 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en mai 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département) à la fin du mois de mai 2017

Marché du travail

Données CVS-CJO Mai 2017	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	133 090	0,8	1,3	202 070	0,7	1,0
Seine-et-Marne	66 180	0,3	0,4	99 840	0,9	0,9
Yvelines	64 480	0,8	1,3	94 780	0,8	1,0
Essonne	58 970	0,2	0,6	88 650	0,4	0,5
Hauts-de-Seine	79 730	0,5	1,5	114 080	1,0	1,1
Seine-Saint-Denis	119 820	0,6	1,5	167 910	1,1	1,8
Val-de-Marne	75 250	0,3	0,7	107 300	0,9	1,2
Val-d'Oise	71 730	-0,2	0,4	103 340	0,2	0,7
Île-de-France	669 250	0,5	1,0	977 970	0,8	1,1
France métropolitaine	3 494 100	0,6	0,9	5 560 800	0,5	0,8

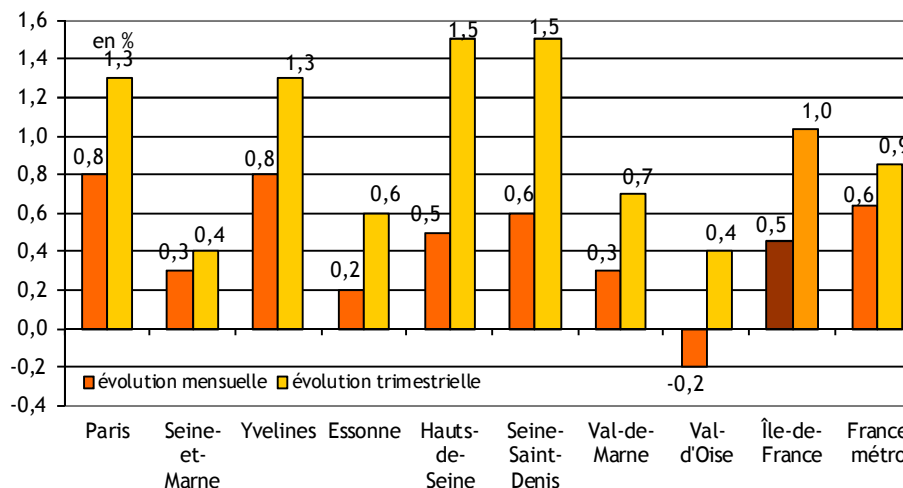
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

En catégorie A, sur trois mois, l'ensemble des départements franciliens enregistrent des hausses de la demande d'emploi. Ainsi, entre février et mai 2017, l'augmentation varie de +0,4 % pour la Seine-et-Marne et le Val d'Oise à +1,5 % pour les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis.

En catégories A, B et C, sur trois mois, après une forte progression mensuelle sur mai, la Seine-Saint-Denis voit le nombre de demandeurs d'emploi en très forte hausse sur trois mois, avec +1,8 %. Pour les autres départements, les évolutions varient de +0,5 % en Essonne à +1,2 % dans le Val-de-Marne.

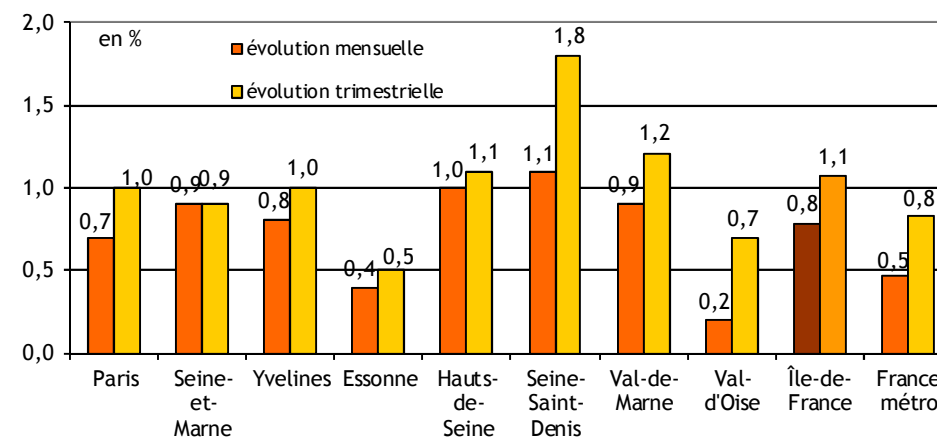
Sur un an, l'ensemble des départements enregistrent de fortes hausses en catégories A, B et C, comme dans la très grande majorité des départements français (cf. carte page suivante), en particulier la Seine-et-Marne et l'Essonne (+3,0 %). A contrario, en catégorie A, la demande d'emploi diminue dans plusieurs départements, notamment les Hauts-de-Seine (malgré la forte hausse de ces 3 derniers mois) et le Val-d'Oise (-0,6 %).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

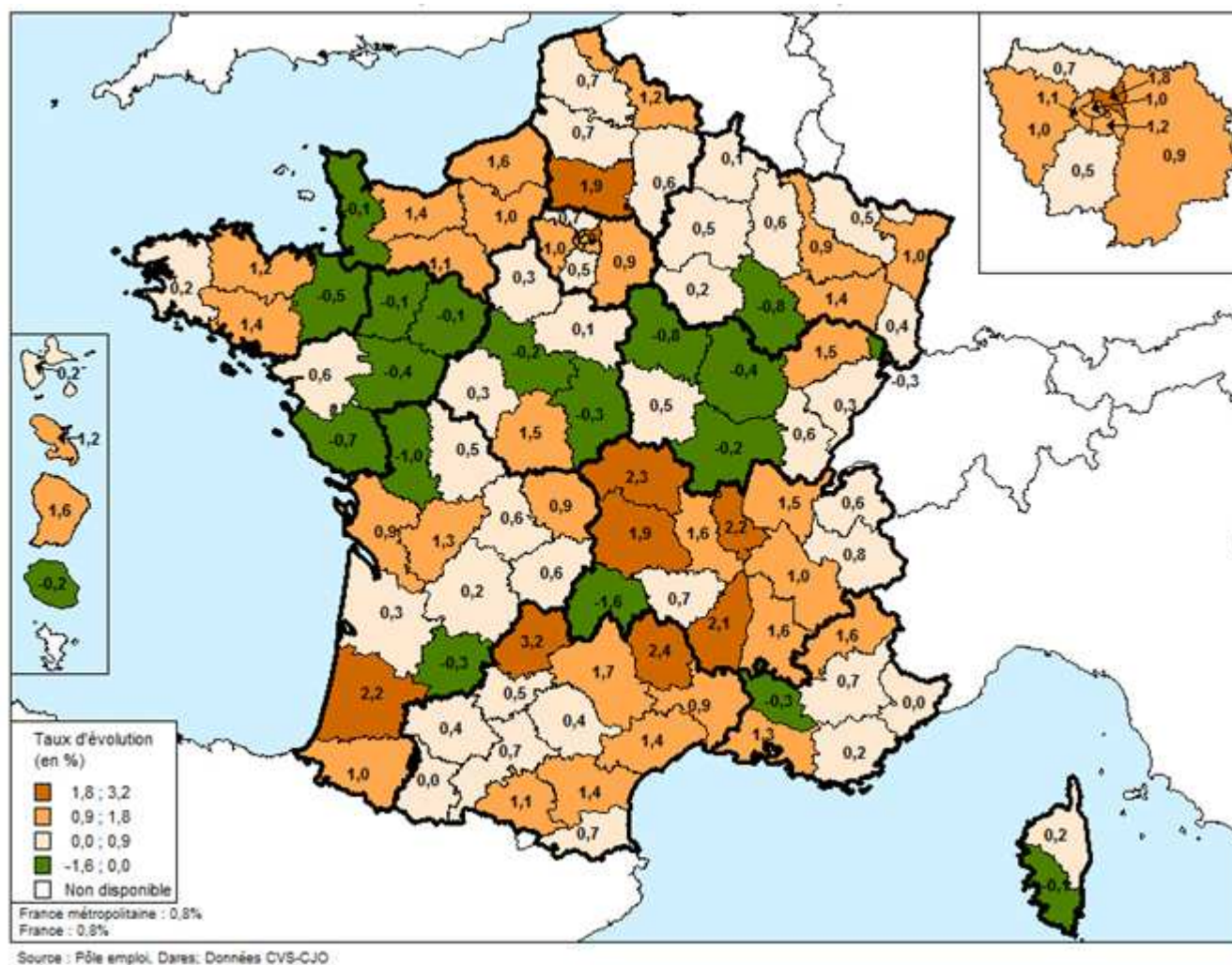
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C
par département entre février 2017 et mai 2017
(en %, données CVS-CJO)



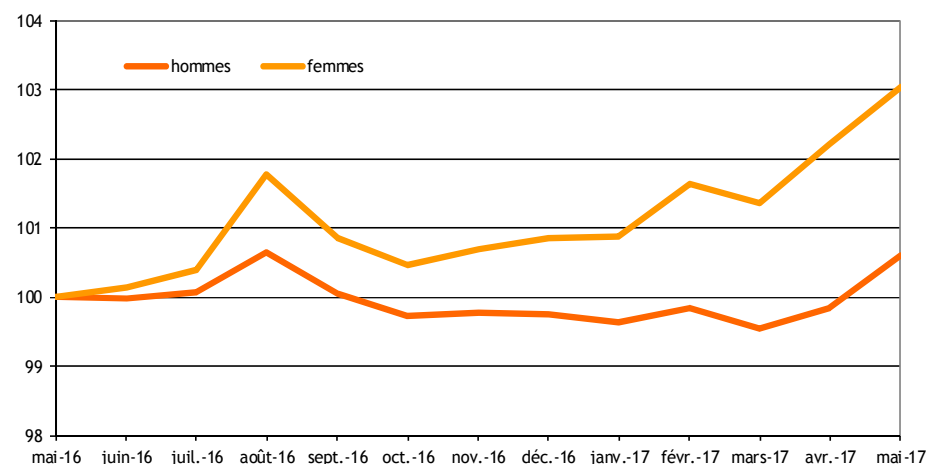
Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC) à la fin du mois de mai 2017

Sur les trois derniers mois, en catégories A, B et C, la demande d'emploi augmente pour les hommes (+0,8 %), mais à un rythme moins soutenu que pour les femmes (+1,2 %). En France métropolitaine, l'écart est plus important (0,8 point) : la demande d'emploi progresse de +0,4 % pour les hommes et +1,2 % pour les femmes.

Sur un an, la demande d'emploi des hommes a légèrement augmenté (+0,6 %) tandis que celle des femmes a très nettement progressé (+3,0 %). Ainsi, le différentiel d'évolution continue de se creuser depuis le 2^{ème} semestre 2016, pour atteindre 2,4 points sur un an en mai 2017.

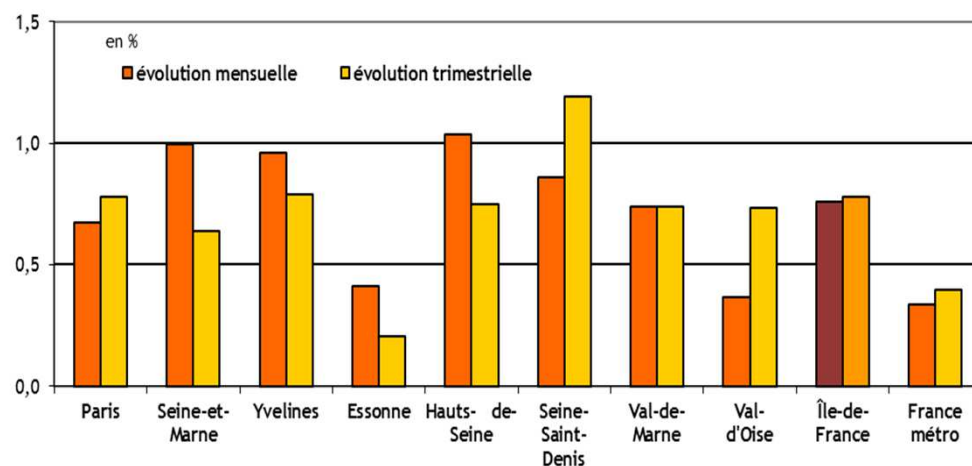
La différence d'évolution entre les hommes et les femmes n'est pas homogène suivant les départements : les écarts annuels les plus importants sont observés dans l'Essonne et en Seine-et-Marne, au contraire de Paris où l'écart est de 0,9 point.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (Catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 mai 2016)



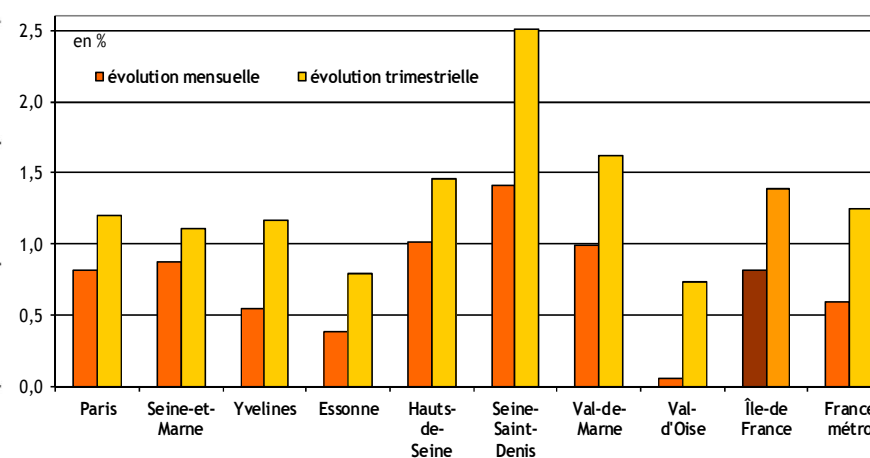
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC) à la fin du mois de mai 2017

Marché du travail

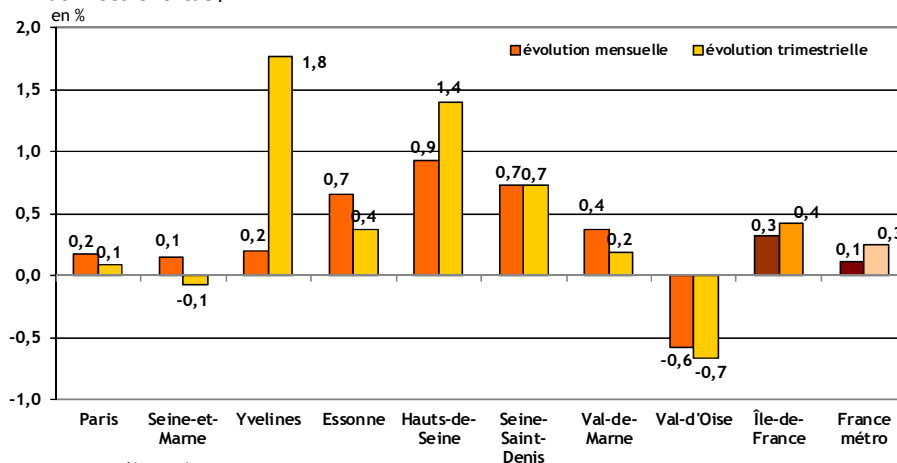
Ce mois-ci, les évolutions sont plutôt favorables aux jeunes demandeurs d'emploi, au contraire des demandeurs de 50 ans ou plus dont le nombre continue d'augmenter.

Par rapport au mois d'avril, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrit en catégorie A enregistre une baisse : -0,3% contre +0,3 % pour la France métropolitaine. Toutefois, sur trois mois, il est en hausse de +0,2 % pour la catégorie A et de +0,4 % pour les catégories A, B et C. En un an, en catégories A, B et C, les jeunes enregistrent une baisse de -2,8 % (-2 700).

En Seine-et-Marne et dans le Val-d'Oise, la demande d'emploi des jeunes diminue sur 3 mois (resp. de -0,1 % et -0,7 %), contrairement aux Yvelines et Hauts-de-Seine (resp. +1,8 % et +1,4 %).

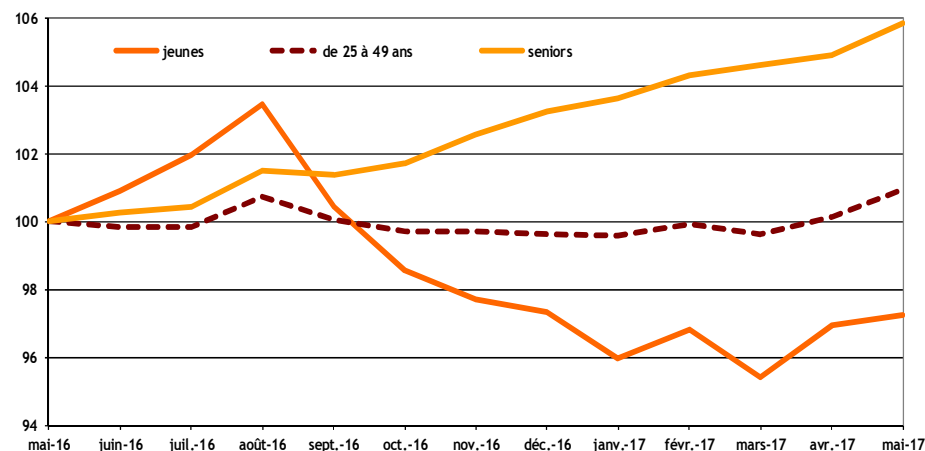
De son côté, la demande d'emploi des séniors poursuit sa progression dans la région comme au niveau national (+1,4 % en Île-de-France contre +1,2 % en France métro sur 3 mois).

Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



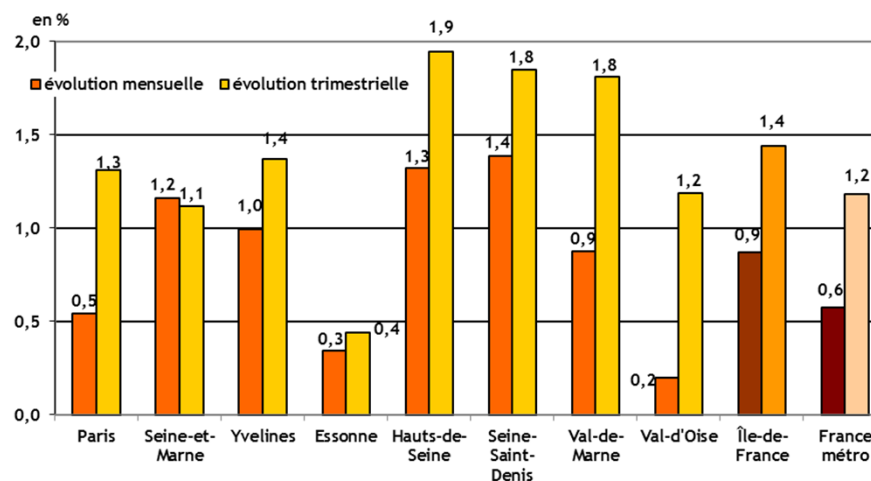
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 mai2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de séniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)

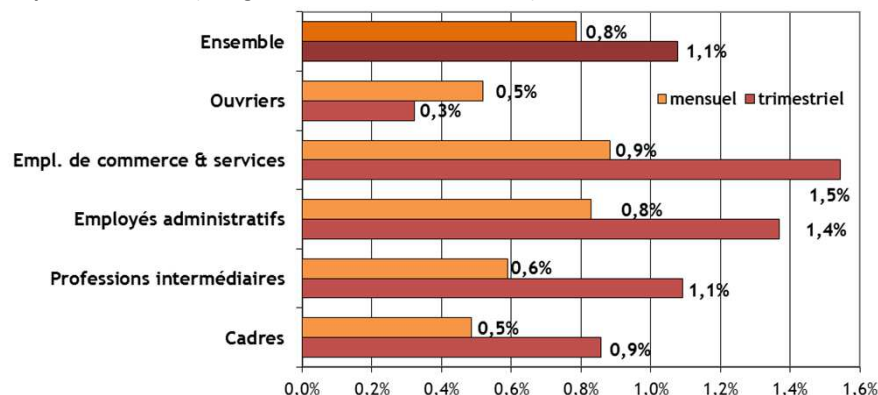


Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché à la fin du mois de mai 2017

Marché du travail

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC – données CVS-CJO)

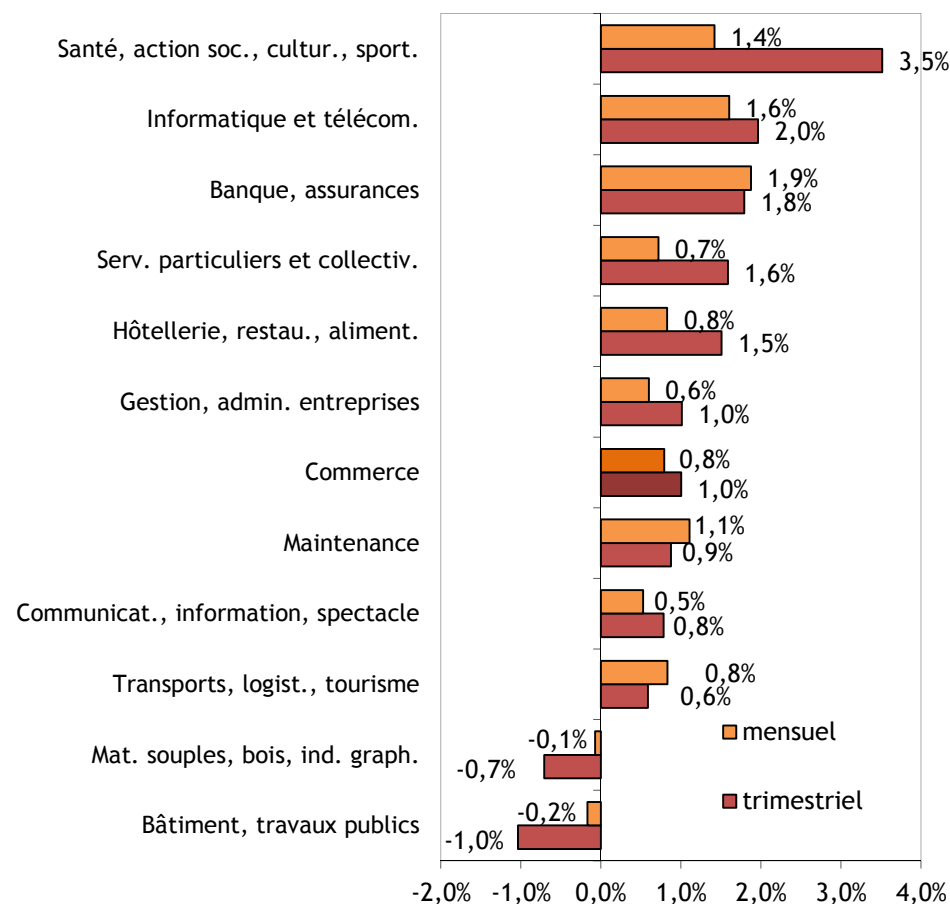


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi est en augmentation pour l'ensemble des catégories professionnelles des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C (+ 1,1%). Le nombre de demandeurs d'emploi augmente surtout pour les employés de commerce et de services qui représentent trois demandeurs sur dix (+1,5 %), et les employés administratifs (+1,4 %), alors que la hausse est plus faible pour les ouvriers (+0,3%), qui sont toutefois plus faiblement représentés dans la demande d'emploi régionale.

Selon le domaine professionnel, certaines évolutions se confirment : la tendance à la baisse dans le BTP et, à l'inverse, les métiers de la « santé, action sociale, culturelle et sportive » qui voient leur nombre de demandeurs d'emploi augmenter de 3,5% sur trois mois. Les métiers de « l'informatique / gestion » et de la « banque et assurances » enregistrent de fortes augmentations sur 3 mois (resp. +2,0% et +1,8%), notamment liées à un dernier mois en hausse.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA à la fin du mois de mai 2017

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus en catégorie A, B ou C) a enregistré une forte hausse de +1,3 % sur trois mois (+1,1 % par rapport au mois précédent), tout comme au niveau national. Après une période de baisse, en grande partie liée au nombre de demandeurs d'emploi qui ont bénéficié de formations dans le cadre du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation » (passage en catégorie D pendant la durée de formation réinitialisant le compteur d'ancienneté des demandeurs d'emploi concernés), la part de demandeurs d'emploi de longue durée est passée de 43,8 % à 42,3 % en un an.

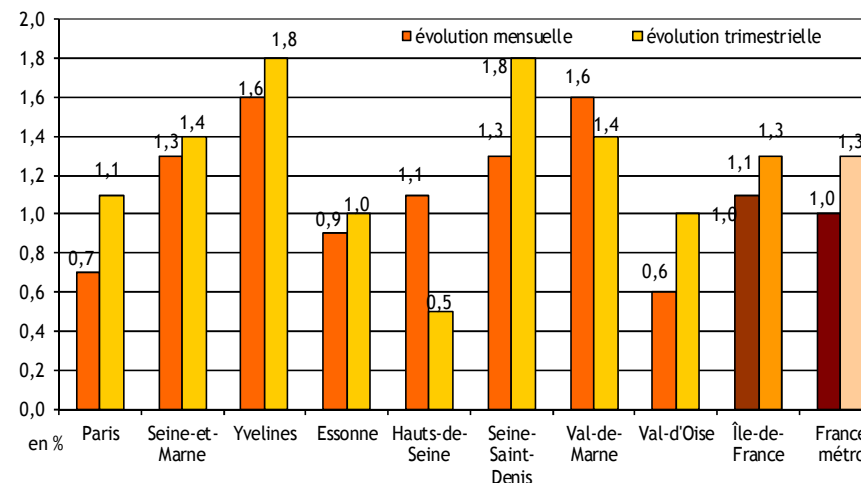
La part de demandeurs ayant des droits ouverts au RSA dans la région est inférieure à celle du niveau national (13,4 % contre 13,9 %). La Seine-Saint-Denis possède une part largement supérieure aux autres départements, à l'opposé de l'Essonne et de la Seine-et-Marne.

La part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA a diminué de 0,5 point en un an. La baisse varie de -0,4 point pour les Hauts-de-Seine à -1,1 point pour la Seine-St-Denis

	Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
Fin mai 2017	14,2%	10,2%	10,1%	9,6%	12,3%	16,2%	12,3%	12,1%	12,7%	13,8%
Fin mai 2016	15,0%	10,9%	10,8%	10,2%	12,7%	17,3%	13,2%	12,7%	13,4%	13,9%

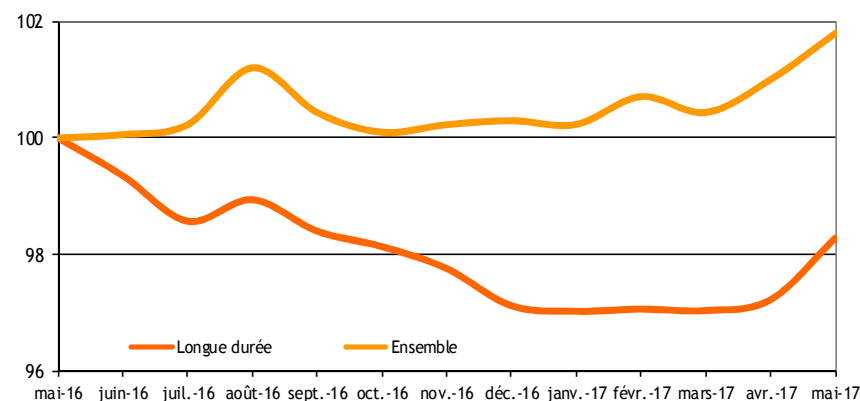
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

Evolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 mai 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les entrées et les sorties de Pôle emploi à la fin du mois de mai 2017

Sur trois mois glissants, le nombre de sorties est toujours en baisse (-0,6%), mais le rythme est plus lent qu'en début d'année 2017. A un niveau habituel, le motif de défaut d'actualisation représentant 42 % du total des sorties, cela limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. On peut cependant observer que les entrées en stage sont en net recul (-28 %), mais restent toutefois en forte hausse sur un an. Cependant, ce motif concerne 9 000 sorties en moyenne sur les 3 derniers mois, contre 13 000 à fin 2016, période où le plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation » était au plus haut.

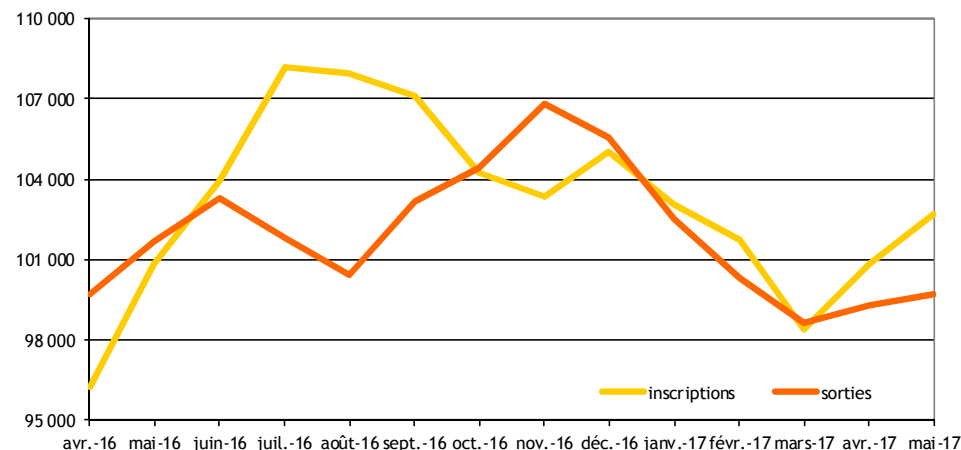
A l'opposé, sur trois mois glissants, le nombre d'entrées enregistre une légère hausse (+1,0 % sur trois mois glissants).

Ici aussi, les « autres cas » (42% des entrées) sont prédominants. Se confirme cependant la progression des inscriptions pour « reprise d'activité » (+6,1 % en moyenne trimestrielle), correspondant à des réinscriptions des demandeurs d'emploi ayant bénéficié de stages de formation et à des retours sur le marché du travail.

On observe également un net repli des entrées pour licenciement économique : -8,7 % en moyenne trimestrielle, mais ce motif concerne seulement 3 000 inscriptions en moyenne sur trois mois.

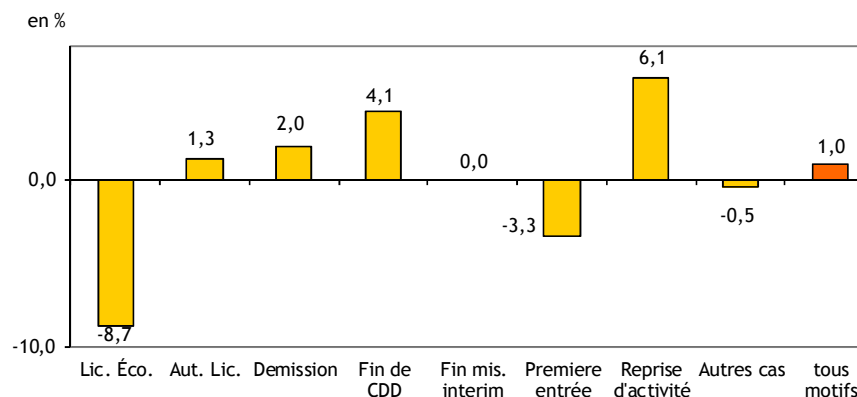
L'évolution annuelle des inscriptions est assez similaire à celle enregistrée au niveau national : +1,8 % pour l'Île-de-France contre +1,6 % en France métropolitaine.

Evolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Île-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Le taux de chômage au 1^{er} trimestre 2017

Au premier trimestre 2017, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,3 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en forte baisse de 0,4 point par rapport au 4^{ème} trimestre 2016. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi diminué, atteignant 9,3 % au 1^{er} trimestre 2017.

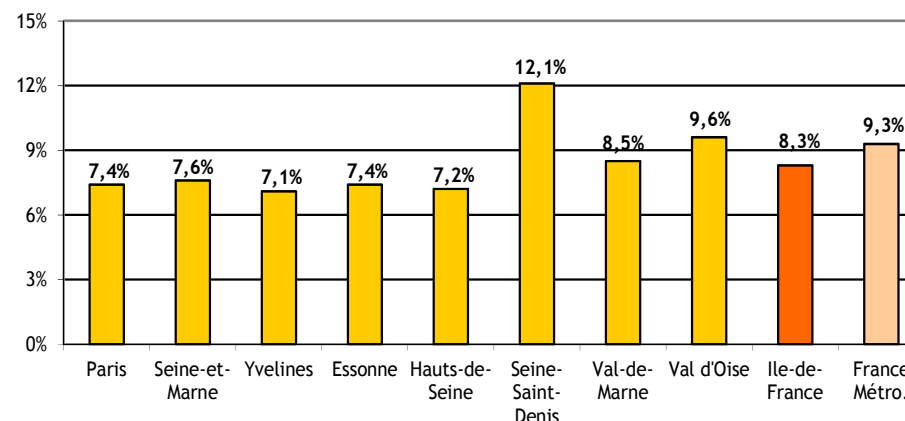
Sur un an, le taux de chômage a baissé de 0,5 point en Île-de-France et de 0,6 point en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste cependant supérieur de 2 points à sa valeur d'avant la crise (6,3% au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 2,1 points de plus qu'au 1^{er} trimestre 2008. Après une période d'équilibre autour de 9% depuis 2013, le mouvement de baisse seulement amorcé il y a un an semble finalement se poursuivre.

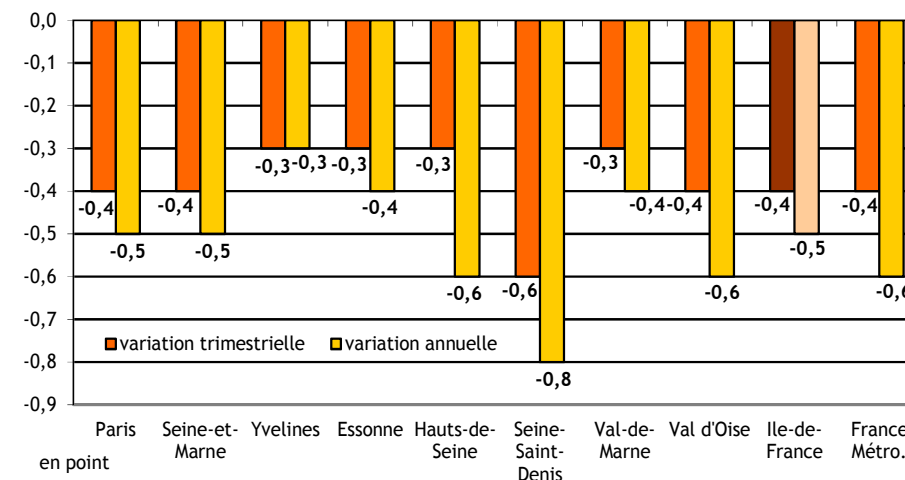
La Seine-Saint-Denis, dont le taux est structurellement le plus élevé de la région avec 12,1%, a vu son taux de chômage enregistrer une forte baisse de 0,6 point par rapport au trimestre précédent (la plus importante de l'ensemble des départements de France métropolitaine) et reculer de 0,8 point sur un an.

A contrario, il a très peu diminué sur un an dans les Yvelines, le Val-de-Marne et en Essonne. Avec Paris, les Hauts-de-Seine et la Seine-et-Marne, ces six départements ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs à 8,5%.

Taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2017 (données CVS)



Evolution du taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2017 (données CVS)

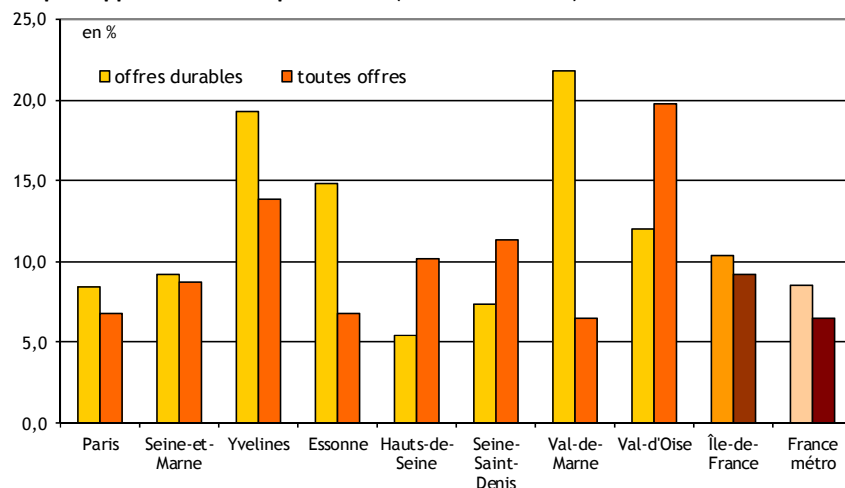


Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin mai 2017

En mai 2017, 60 400 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 38 800 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)

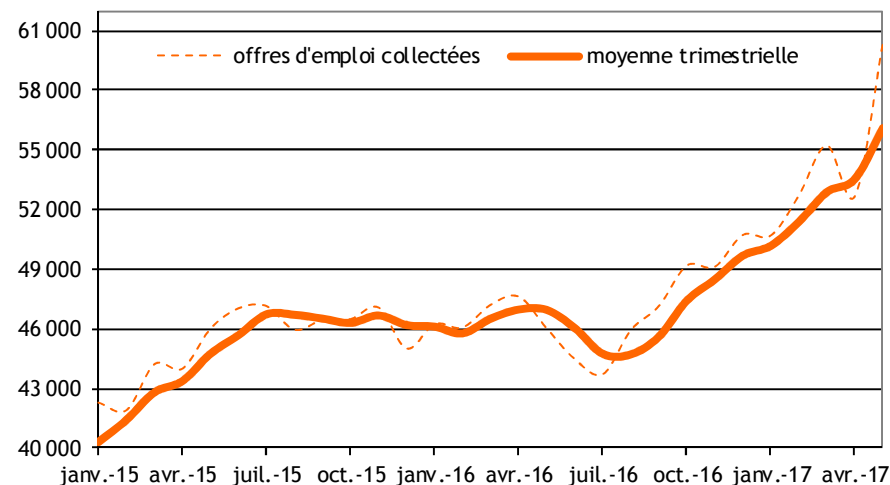


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur trois mois glissants, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région est en forte hausse (+9,2 %), avec notamment la progression des offres durables (+10,4 %). En France métropolitaine, le total des offres augmente à un rythme légèrement moins soutenu : + 8,5 % pour l'ensemble des offres et + 6,5 % pour les offres durables.

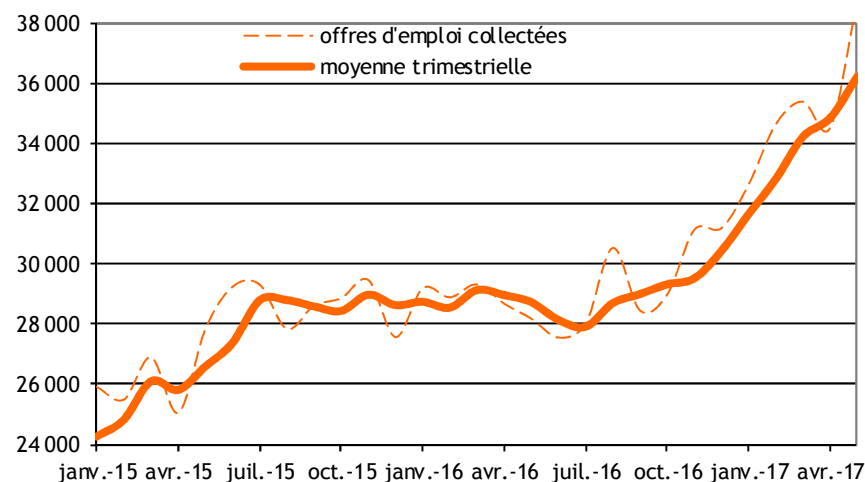
Sur un an, en moyenne trimestrielle, les offres enregistrées dans la région sont également en nette progression (+19,5 % soit +9 100 offres), ainsi que les offres durables (+26,1 %).

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis janvier 2015 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis janvier 2015 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au quatrième trimestre 2016

Près de 2 millions de Déclarations Préalables A l'Embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au quatrième trimestre 2016 en Île-de-France, dont 380 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au quatrième trimestre 2016 (par rapport au quatrième trimestre 2015) a augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+2,2 %) et pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +7,7 %).

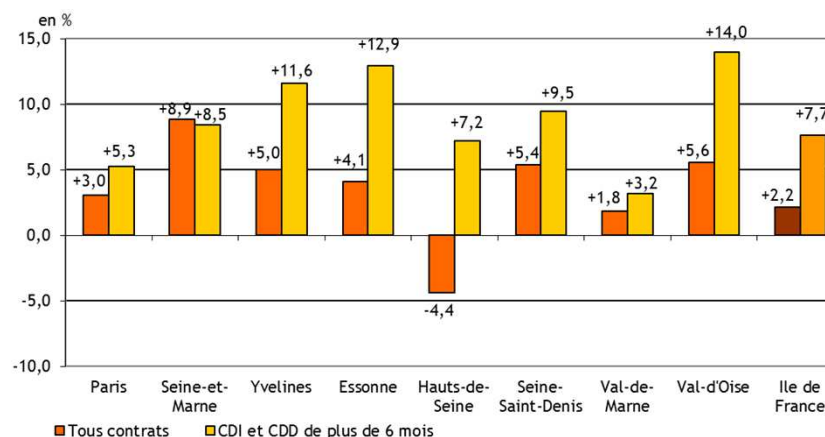
Tous contrats confondus, le Val-d'Oise, l'Essonne et les Yvelines ont connu une augmentation annuelle très importante (respectivement + 14,0 %, + 12,9 % et +11,6 %). En revanche, cette évolution est plus faible pour Paris (+5,0 %) et le Val-de-Marne (+3,2 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-et-Marne progresse le plus fortement (+8,9 %). Les Hauts-de-Seine connaissent en revanche une baisse des contrats durables (- 4,4 %).

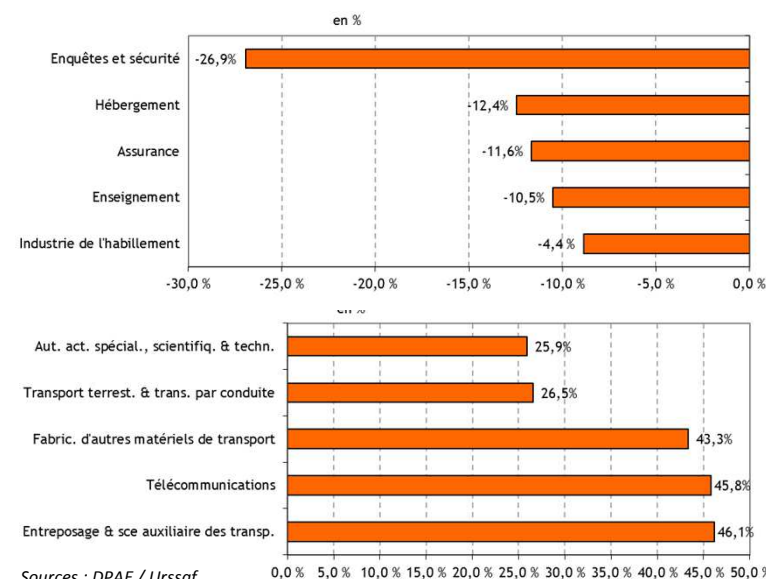
L'entreposage et service auxiliaire de transport, les télécommunications et la fabrication d'autres matériels de transport ont connu une très forte augmentation des contrats durables (plus de 40 % d'augmentation).

Le secteur des enquêtes et de la sécurité a connu la baisse la plus importante (-26,9 %).

Évolution des déclarations préalable à l'embauche par département (4^e trim. 2016 – 4^e trim. 2015)



Les cinq secteurs d'activités à l'augmentation et la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante (4^e trim. 2016 – 4^e trim. 2015)



Sources : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin février 2017

En raison du passage à la Déclaration Sociale Nominative, les données sur l'intérim pour le mois de mars 2017 subissent un retard de production et ne seront pas disponibles avant fin juillet.

Près de 305 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de février 2017 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 103 300 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

Le nombre de contrats signés a diminué, alors que le nombre d'intérimaires en EETP a augmenté par rapport au mois précédent. Les contrats sont donc plus longs en moyenne. Ainsi, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'emplois intérimaires (en ETP) est en hausse : +3,4 % par rapport aux trois mois précédents (données CVS).

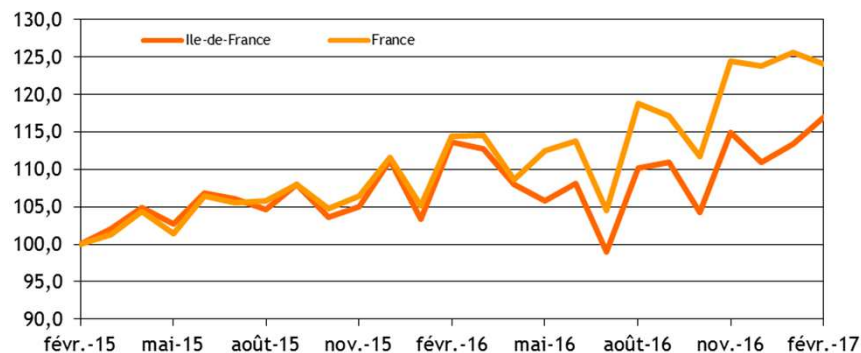
L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progresse, même si le rythme est moins soutenu que les mois précédents : +2,2 % pour le nombre d'EETP sur trois mois glissants. Cela s'explique par la forte hausse dans la fabrication de matériel de transport (+12,9%), dans la métallurgie (+12,4 %) et dans la production et distribution d'eau, gestion des déchets. A contrario, les industries agro-alimentaires sont en net repli (-17,1 %).

L'activité intérimaire dans la construction poursuit sa hausse confirmant une fin d'année 2016 en forte progression : +15,2 % sur les trois derniers mois, par rapport aux trois précédents.

L'intérim dans le tertiaire augmente également (+1,1 %), avec des évolutions différentes selon les secteurs d'activité : une forte hausse dans les activités de services administratifs et de soutien (+15,6 %), plus faible dans le commerce de détail, l'hébergement / restauration et le transport / entreposage, et des nets reculs dans les activités financières et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (resp. -19,9 %, et -9,5 %).

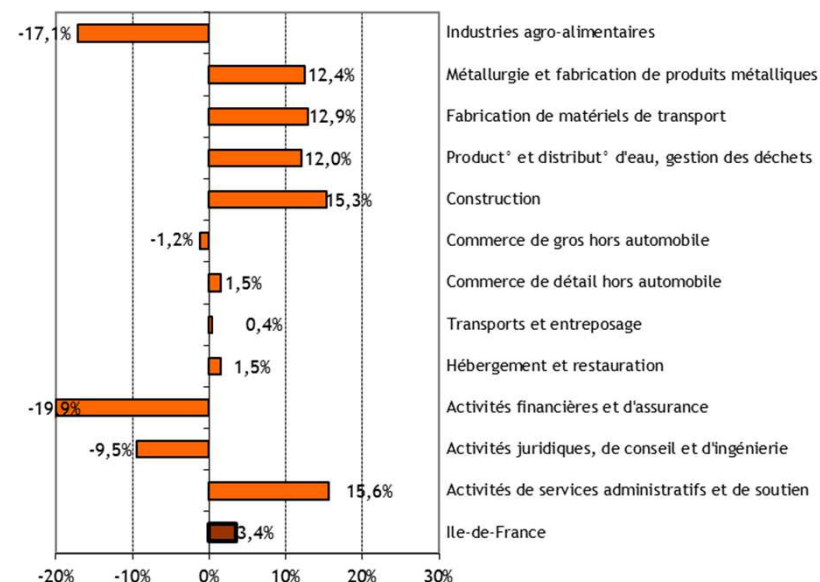
Emploi

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 à fin février 2017)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2017

Au premier trimestre 2017, l'emploi salarié marchand francilien progresse de +0,9 % (soit +38 100 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente également de 0,5 % (+74 900 emplois). C'est la plus forte hausse trimestrielle de l'emploi depuis plus de 10 ans.

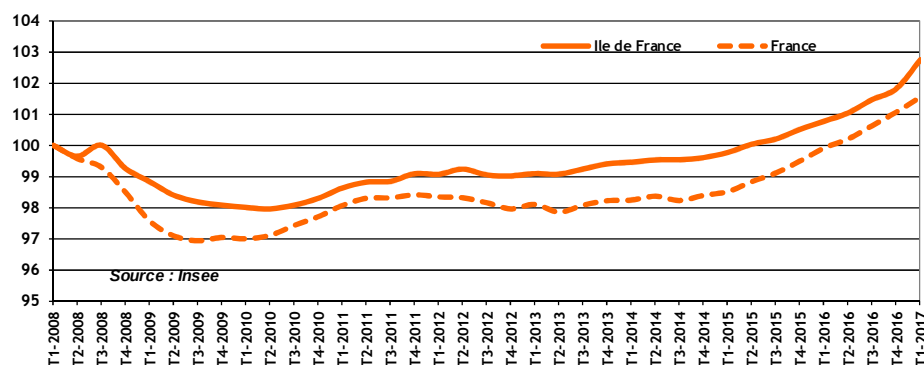
Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en nette augmentation (+2,0 %, soit +80 850 emplois). Il confirme ainsi le dynamisme de l'emploi francilien qui représente près d'un tiers de l'évolution de l'emploi salarié en France métropolitaine.

Au premier trimestre 2017, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (Paris, la Seine-et-Marne et l'Essonne) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent. De leur côté, les Yvelines et le Val-de-Marne enregistrent les évolutions les plus faibles.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé à Paris, en Seine-et-Marne, en Essonne et dans le Val-d'Oise tandis que les Yvelines, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine affichent des augmentations modérées.

Ce sont Paris, la Seine-et-Marne et les Hauts-de-Seine qui contribuent en nombre à l'augmentation de l'emploi salarié avec 55 650 emplois en plus depuis le 1^{er} trimestre 2016 sur les 80 850 emplois supplémentaires enregistrés dans la région depuis un an.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 1 ^{er} trimestre 2017	Evolution trimestrielle (par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2016)		Evolution annuelle (par rapport au 1 ^{er} trimestre 2016)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 331 496	16 712	1,3	35 901	2,8
Seine-et-Marne	318 362	3 754	1,2	7 652	2,5
Yvelines	368 567	1 271	0,3	3 524	1,0
Essonne	310 493	2 703	0,9	7 328	2,4
Hauts-de-Seine	833 835	6 969	0,8	12 098	1,5
Seine-Saint-Denis	429 601	3 452	0,8	5 064	1,2
Val-de-Marne	360 133	1 818	0,5	4 266	1,2
Val-d'Oise	251 786	1 407	0,6	5 019	2,0
Ile-de-France	4 204 273	38 086	0,9	80 851	2,0
France métropolitaine	15 794 100	74 900	0,5	254 500	1,6

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Sources : Insee

L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2017

Au 1^{er} trimestre 2017, l'évolution trimestrielle de l'emploi reste quasiment nulle dans l'industrie (0,0 %, soit + 25 emplois) et progresse modérément dans la construction (+1,1 %, soit +2 800 emplois) et le commerce (+0,3 %, soit +2 200 emplois). L'emploi dans les services marchands poursuit son augmentation : +1,2 % soit +33 000 emplois.

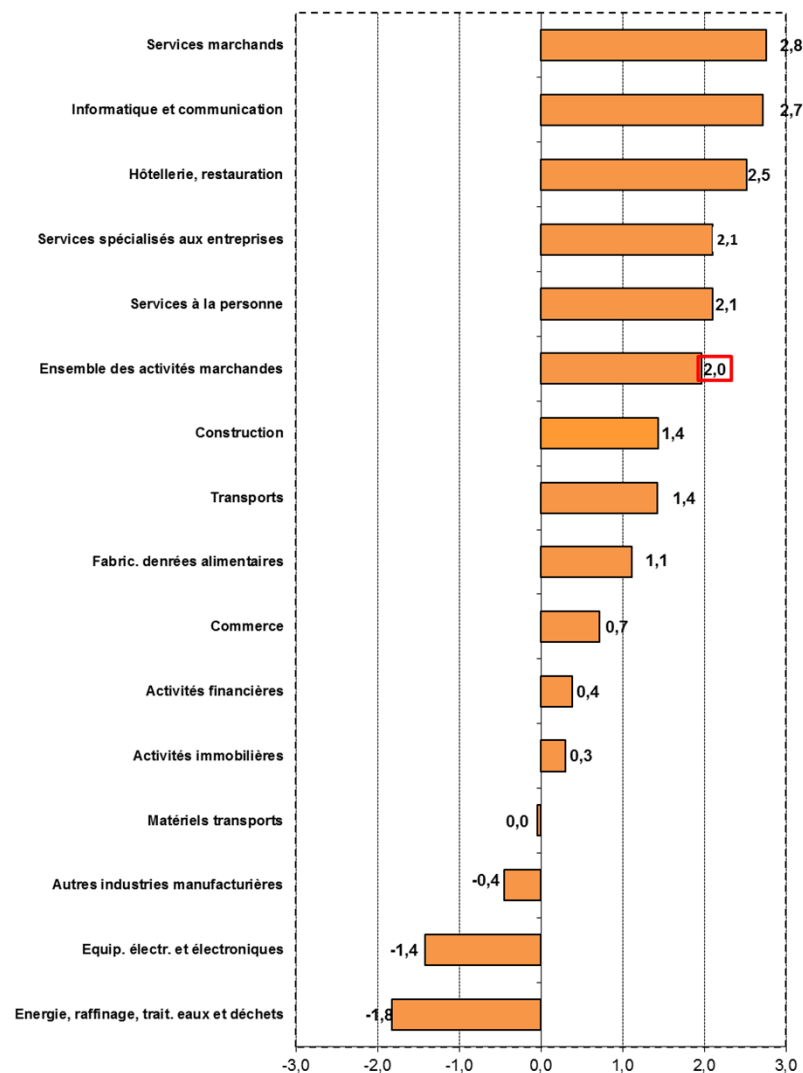
Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de -0,6 % dans l'industrie et augmenté de +1,4 % dans la construction et de +2,8 % dans les services marchands. Au sein de l'industrie, la plupart des secteurs d'activités, et notamment l'énergie, raffinage et traitement des eaux et déchets (-1,8% soit -1 500 emplois), ainsi que le secteur de la fabrication d'équipements électriques et électroniques (-1,4%, soit -1 050 emplois) perdent un nombre important d'emplois. Seul celui de la fabrication des denrées alimentaires enregistre une hausse (+1,1%).

L'emploi salarié dans le commerce connaît une progression annuelle de +0,7 % (+5 000 emplois).

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +2,8 % (+74 800 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre mais est soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a connu une augmentation importante de +29,3%.

Tous les autres secteurs d'activité des services marchands ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, le secteur informatique et communication (+2,7 %, soit 10 300 emplois), celui de l'hôtellerie, restauration (+2,5% soit 7 500 emplois) et celui des services spécialisés aux entreprises (+2,1 %, soit +19 400 emplois) ont connu la plus forte croissance, hors celui de l'intérim.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 1^{er} trimestre 2016 et le 1^{er} trimestre 2017, dans les principaux secteurs d'activité marchands (en %, données CVS) – Le secteur de l'intérim (+29,3%) n'est pas représenté



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

L'activité partielle en mai 2017

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en Mai	69	17	7	4	4	5	13	8	11
cumul 2017	430	96	46	64	46	25	75	32	46
cumul 2016 (mai)	651	130	89	106	78	41	55	58	94
Heures associées en mai	377 986	29 044	19 687	11 894	57 782	6 601	18 217	165 147	69 614
cumul 2017	1 959 659	154 482	186 610	349 696	413 174	104 742	209 285	301 153	240 517
cumul 2016 (mai)	3 763 094	210 654	455 993	1 373 189	453 807	280 305	176 198	289 940	523 008
Evolution	-47,9%	-26,7%	-59,1%	-74,5%	-9,0%	-62,6%	18,8%	3,9%	-54,0%

En mai dernier, 69 décisions d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Direccte.

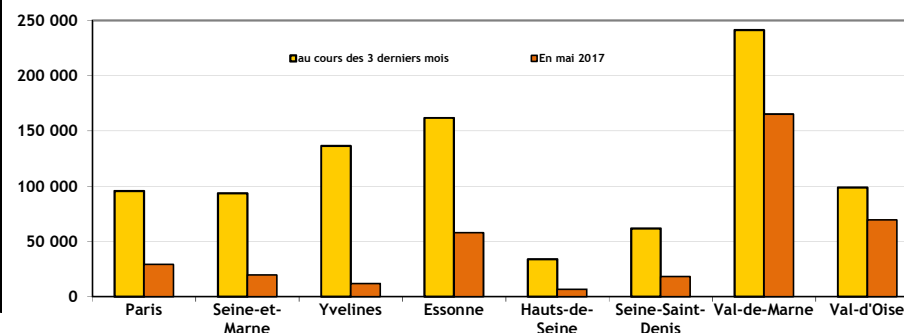
Elles correspondent à 377 986 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. Un volume en hausse de plus d'un tiers (plus de 100 000 heures) par rapport au mois d'avril.

En cumul sur les cinq premiers mois de l'année cependant, l'année 2017 demeure à un niveau de recours inférieur à 2016.

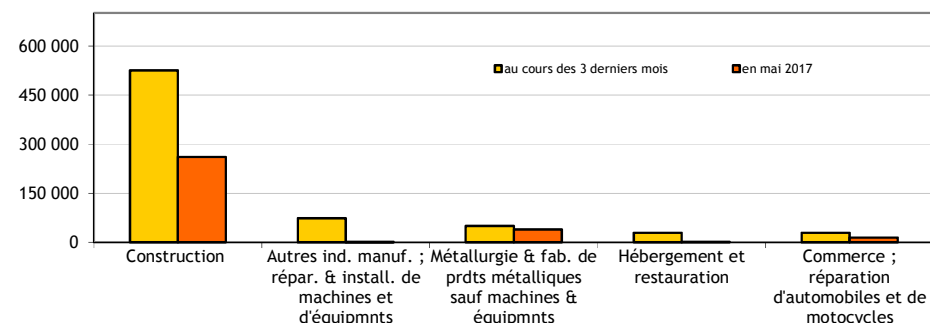
Le secteur de la construction a demandé à lui seul 261 200 heures d'activité partielle, soit près de 70 % du total régional tous secteurs confondus. La majorité de ces heures concernent deux établissements du Val-de-Marne qui ont sollicité à eux seuls l'autorisation de plus de 150 000 heures d'activité partielle. Les plus de 55 000 heures accordées dans l'Essonne concernent également presque uniquement des entreprises de la construction.

A Paris, ce sont les services administratifs et de soutien qui sont touchés (agence de voyage, nettoyage), et dans le Val-d'Oise la métallurgie.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

(*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Les plans de sauvegarde de l'emploi en mai 2017

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en mai	31	4		3	5	9	5	3		2
Cumul 2017	137	38	6	6	9	35	14	12	6	11
Cumul 2016 (janvier à mai)	163	40	7	7	7	58	14	10	9	11
Salariés concernés	935	193	1	335	28	231	56	91		/
Cumul 2017	8 822	1 644	325	989	949	2 374	1 946	318	277	/
Cumul 2016 (janvier à mai)	12 609	2769	338	824	1190	4263	2034	640	551	/
Evolution	-30%	-41%	-4%	20%	-20%	-44%	-4%	/	-50%	/

En mai 2017, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 31 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 935 postes menacés dans le cadre de PSE ce mois. C'est un niveau faible, sensiblement plus bas que la moyenne sur les 12 derniers mois, pourtant elle-même déjà peu élevée.

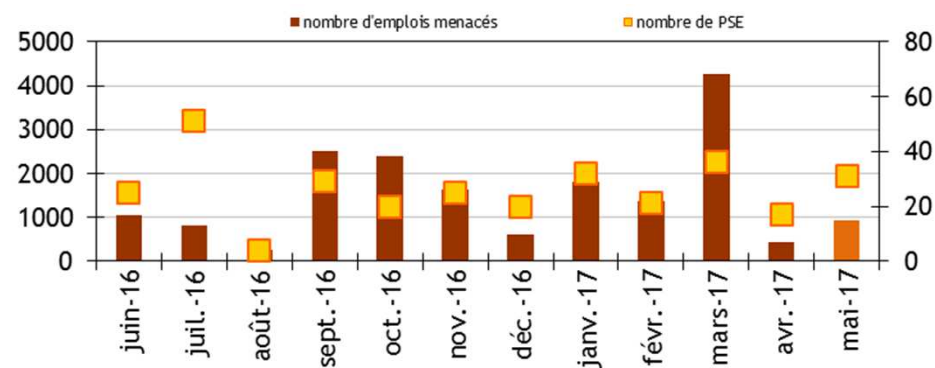
Ainsi, depuis le mois de novembre et à l'exception du mois de mars le nombre de PSE enregistrés est très faible. Sur les cinq premiers mois de l'année la baisse du nombre d'emplois comptabilisés comme menacés est de 30 %.

Le département le plus affecté ce mois est les Yvelines. La grande majorité des emplois menacés dans ce département le sont dans un établissement de génie civil (250 emplois menacés). Dans une moindre mesure, les Hauts-de-Seine hébergent également un nombre d'emplois touchés non négligeable.

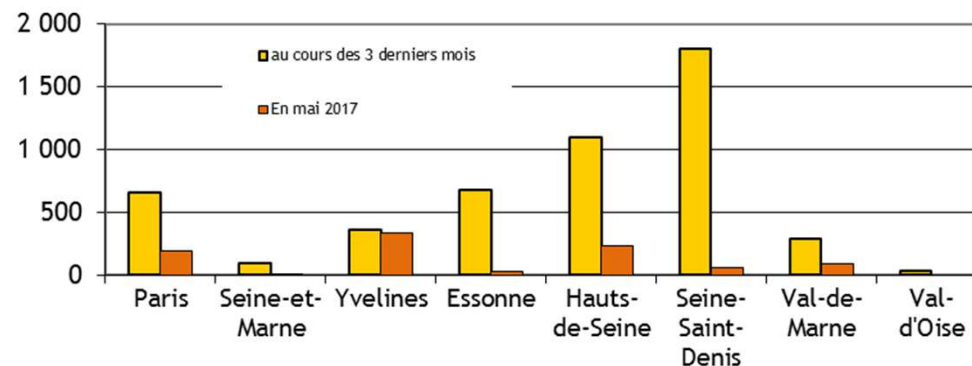
En plus de la construction, les deux secteurs qui menacent le plus d'emplois sont le commerce et les activités comptables et d'architecture.

Accompagnement des mutations économiques

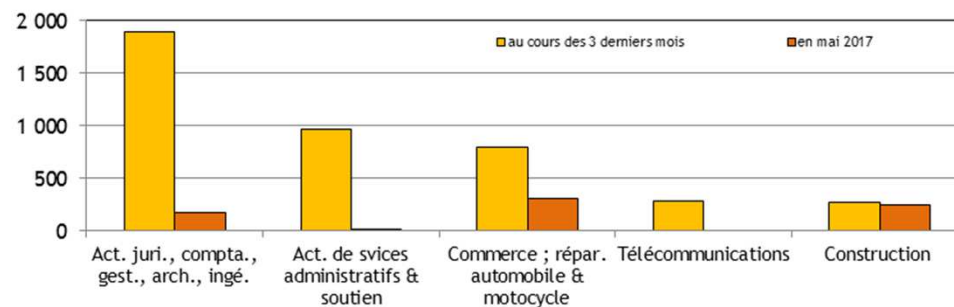
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Source : SI-Homologation - Traitement : Direccte / Sese



Directrice de publication : Corinne Cherubini

Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Conception graphique : Emmanuelle Seguin

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr